

Service Risques, Énergie et Climat
Pointe de Jaham
BP 7212 – cedex
97274 Schoelcher

Schoelcher, le 20/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARA raffinerie

ZI Californie
BP 436
97232 Le Lamentin

Références : RI ENV 24-317
Code AIOT : 0022200044

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 mai 2024 dans l'établissement SARA raffinerie implanté ZI Californie BP 436 97210 Le Lamentin. L'inspection a été annoncée le 28/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection porte sur le mode opératoire et la procédure de shunt et by-pass définis par l'exploitant de l'installation, l'enregistrement des actions de shunt et by-bass, l'habilitation et la formation du personnel autorisé à effectuer ces opérations ainsi que sur la communication entre les équipes chargées de l'installation au sein du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARA raffinerie
- ZI Californie BP 436 97210 Le Lamentin
- Code AIOT : 0022200044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles (SARA) est autorisée à exploiter, depuis 1969, des installations de raffinage de pétrole sur le site de Californie au Lamentin.
Les installations sont soumises aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 0041214 du 11 mai 2004 modifié. Il s'agit d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation avec servitudes, classée SEVESO seuil haut et à la directive IED, du fait notamment de ses capacités de fabrication et de stockage d'hydrocarbures et de gaz inflammables liquéfiés.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- AN24 Shunt

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Un retour a été fait sur les constats de l'inspection relative aux mesures de maîtrise de risque (MMR) de 2023. Les éléments sont les suivants:

1. constat 1 : un audit interne spécifique a été mené sur l'ensemble des MMR par l'INERIS durant 2 semaines après l'inspection afin de mettre à jour la liste des MMR. Une analyse des risques (HAZOP) a été menée sur l'ensemble des unités afin de s'assurer de l'absence de mo-

dification des niveaux de confiance des MMR. Une réunion dans le cadre du nouveau déploiement de la PPAM (politique de prévention des accidents majeurs) a été effectuée. Concernant le suivi de la cinétique des MMR, l'exploitant informe que les procédures de vérifications de ces cinétiques ne sont pas encore mises en place.

Concernant la MMR 15, les pompiers ont certifié que, désormais, lorsque la concentration n'excède pas 0 % de la LIE, cela ne nécessite pas d'investigations complémentaires sur le contrôle de l'étanchéité des joints. L'exploitant informe qu'une vérification est réalisée tous les 3 ans lors de l'ouverture du réservoir de kérosène avec la réalisation d'un test sur la qualité du joint.

Pour les MMR 24 et 7, l'exploitant justifie l'indépendance des MMR par la réalisation des différentes actions (autorisations de travail et plan de levage) par des personnes différentes (3 intervenants).

2. Constat 4 : La procédure CP0035 indique la liste des MMR avec capteurs. Cette procédure mentionne qu'en cas d'indisponibilité, une analyse des risques est réalisée avec la mise en œuvre de mesures compensatoires (préventives ou curatives). L'exploitant indique que tous les soirs une vérification est faite pour avoir une connaissance sur les MMR disponibles.

Un exercice inopiné incendie a été réalisé sur l'unité de récupération des vapeurs (URV). Cette URV se compose :

- d'un collecteur permettant de ramener les vapeurs du poste de chargement,
- de deux adsorbateurs contenant un lit de charbon actif,
- d'un réservoir séparateur,
- et d'un échangeur thermique

L'exercice a débuté à 11h14. La sirène POI a retenti à 11h19. L'exploitant a mené à bien l'exercice avec les pompiers du site. Une difficulté a pu être observée sur le comptage des personnes présentes lors de l'évacuation. La cinétique de l'exercice étant rapide, l'exploitant a traité les actions de façon à minimiser le risque sur le site. Les eaux ont été collectées via le TER (réseau de traitement des eaux de ruissellement) dont la vérification de l'isolement a été vérifiée.

La fin de l'exercice a été prononcée à 11h52 avec la sirène de fin de POI.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Demande d'action corrective	4 mois
2	Présence d'une procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	Demande d'action corrective	2 mois
3	Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective	4 mois
4	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant met en place les procédures adéquates pour les inhibitions mais sans vérification sur les niveaux de confiance liés à l'absence d'une barrière de sécurité. Une vérification de la mise en œuvre de ces procédures devrait être réalisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Principes généraux de prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2024, Organisation
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : Pour faire face aux situations dégradées, l'exploitant a mis en place une procédure de gestion des inhibitions (CPG 0025). Cette procédure ne fait pas mention des circonstances de la mise en œuvre d'une inhibition impliquant une mesure de maîtrise de risque. Néanmoins, les mesures compensatoires sont évoquées et sont reprises dans la procédure CPS 0035.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra compléter ces procédures en mentionnant les circonstances possibles de la mise en œuvre d'une inhibition impliquant une mesure de maîtrise de risque.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Présence d'une procédure SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Procédure
Prescription contrôlée : 3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats :

La gestion des shunts / by-pass n'est pas intégrée dans le système de gestion de la sécurité (SGS). L'exploitant informe de la prise en compte des procédures de gestion des shunts dans le SGS et dans la revue de direction de 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit mettre à jour le SGS afin de prendre en compte la gestion des inhibitions des mesures de maîtrise de risques ainsi que les barrières associées (techniques et organisationnelles).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Actions nationales 2024, Procédure
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.</p> <p>L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</p> <p>Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p>
<p>Constats :</p> <p>La procédure référencée CPG 0025 définit les règles imposant la mise en œuvre d'une inhibition sur un organe de sécurité et la traçabilité de cette situation temporaire.</p> <p>Le registre relatif à la traçabilité des inhibitions (classeur suivi des inhibitions et forçages) disponible en salle de commande indique la liste de l'ensemble des équipements qui sont inhibés. L'exploitant portera une attention particulière à la validation obligatoire par 3 agents (demandeur, valideur, exécutant) sur les fiches dédiées à la mise en œuvre des inhibitions (référéncées Annexe CPG_0025 - Rev 1 et intitulées INHIBITION / FORCAGE D'UN SYSTEME DE SECURITE). En effet, en procédant par échantillonnage, certaines fiches ne mentionnent pas les 3 agents pour la pose des inhibitions.</p> <p>Les informations suivantes sont néanmoins présentes dans la fiche:</p> <ul style="list-style-type: none"> • la fonction des personnes, • la coordination et la communication de l'information des différents acteurs, • les dates de pose, le suivi périodique, la dépose, • les mesures compensatoires lorsqu'il s'agit d'une mesure de maîtrise de risque, • l'information de l'état du système. <p>La vérification du bon enlèvement de l'inhibition fait également partie des procédures de vérifications des opérations de maintenance.</p> <p>Les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques n'ont pas été constatées.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant formalise les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et des MMR.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A
Thème(s) : Actions nationales 2024, Formation du personnel et entreprises extérieures
Prescription contrôlée : A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure : -le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; -la tenue à jour des procédures ; -le test des procédures incident/ accident ; -la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces actions sont tracées.
Constats : Il faut à minima 3 personnes pour permettre l'inhibition d'équipements à risques. Néanmoins, les niveaux de confiance ne sont pas réévalués en cas d'inhibition. Un test des équipements de sécurité est réalisé avant démarrage de toute unité. L'exploitant doit s'assurer que les niveaux de confiance des MMR sont conservés en cas de shunt de barrières de sécurité. Une formation est réalisée en interne pour la mise en œuvre des inhibitions sur notamment les équipements à risque. Seuls le chef de quart et les automaticiens sont formés soit sur le site les 10 chefs de quart et les 2 automaticiens.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois